

Entretien

Pierre Gaussens « Les études décoloniales réduisent l'Occident à un ectoplasme destructeur »

Le sociologue détaille les raisons qui l'ont conduit à réunir, dans un livre collectif, des auteurs latino-américains de gauche qui critiquent les fondements théoriques des études décoloniales

Propos recueillis par Youness Bousenna

S'il passe son année en France comme résident à l'Institut d'études avancées de Paris, Pierre Gaussens évolue comme sociologue au Collège du Mexique, à Mexico, établissement d'enseignement supérieur et de recherche en sciences humaines. C'est d'Amérique latine qu'il a piloté, avec sa collègue Gaya Makaran, l'ouvrage *Critique de la raison décoloniale. Sur une contre-révolution intellectuelle* (L'Echappée, 256 pages, 19 euros), regroupant des auteurs anticoloniaux mais critiques des études décoloniales et de leur « *stratégie de rupture* ».

Que désignent exactement les études décoloniales, devenues un courant très controversé ?

Les études décoloniales ont été impulsées par le groupe Modernité/Colonialité, un réseau interdisciplinaire constitué au début des années 2000 par des intellectuels latino-américains, essentiellement basés aux Etats-Unis. Il comptait, parmi ses animateurs les plus connus, le sociologue péruvien Anibal Quijano [1928-2018], le sémiologue argentin Walter Dignolo, l'anthropologue américano-colombien Arturo Escobar, ou encore le philosophe mexicain d'origine argentine Enrique Dussel [1934-2023]. Les études décoloniales sont plurielles, mais s'articulent autour d'un dénominateur commun faisant de 1492 une date charnière de l'histoire. L'arrivée en Amérique de Christophe Colomb, inaugurant la colonisation européenne, aurait marqué l'entrée dans un schéma de pouvoir perdurant jusqu'à aujourd'hui. Ce schéma est saisi par le concept central de « colonialité », axe de domination d'ordre racial qui aurait imprégné toutes les sphères – le pouvoir, le savoir, le genre, la culture.

Sa substance est définie par l'autre concept phare des études décoloniales, l'eurocentrisme, désignant l'hégémonie destructrice qu'aurait exercée la pensée occidentale, annihilant le savoir, la culture et la mythologie des peuples dominés. Le courant décolonial se fonde sur ce diagnostic d'ordre intellectuel, mais en revendiquant dès le début une ambition politique : ce groupe cherchait à se positionner comme une avant-garde en vue d'influencer les mouvements sociaux et les gouvernements de gauche latino-américains. Il est ainsi né en critiquant les études postcoloniales, fondées dans les années 1980 en Inde avant d'essaimer aux Etats-Unis. Les décoloniaux vont leur reprocher de se cantonner à une critique « scolastique », centrée sur des études littéraires et philosophiques, et dépourvue de visée politique.

Pourquoi avoir élaboré cet ouvrage critiquant la « raison décoloniale » ?

Ce projet venait d'un double ras-le-bol, partagé avec ma collègue Gaya Makaran, de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM). Nous étions d'abord agacés par les faiblesses théoriques des études décoloniales, dont les travaux sont entachés de simplisme et de concepts bancals enrobés dans un jargon pompeux et se caractérisant par l'ignorance, feinte ou volontaire, de tous les travaux antérieurs en vue d'alimenter une stratégie de rupture. Celle-ci a fonctionné, car la multiplication des publications, des revues et des séminaires a permis au mouvement de gagner en succès dans le champ universitaire. Ce mouvement anti-impérialiste a paradoxalement profité du fait d'être basé dans des universités américaines pour acquérir une position de force dans le champ académique.

La seconde raison tenait à notre malaise face aux effets des théories décoloniales. Que ce soient nos étudiants, les organisations sociales comme les personnes indigènes rencontrées sur nos terrains d'enquête, nous constatons que l'appropriation de ces pensées menait à la montée d'un essentialisme fondé sur une approche mystifiée de l'identité, ainsi qu'à des dérives racistes. Il nous semblait donc crucial de proposer une critique d'ordre théorique, latino-américaine et formulée depuis une perspective anticolonialiste. Car nous partageons avec les décoloniaux le diagnostic d'une continuité du fait colonial par-delà les décolonisations, et le constat que cette grille de lecture demeure pertinente pour saisir la reproduction des dominations actuelles. Notre ouvrage, paru initialement au Mexique en 2020 [Piel Blanca, Mascaras Negras. Critica de la Razon Decolonial, UNAM], présente donc un débat interne à la gauche intellectuelle latino-américaine, qui contraste avec le manichéisme du débat français, où la critique est monopolisée par une droite « antiwoke ».

Le cœur de votre critique se déploie justement autour de l'accusation d'« essentialisme ». Pourquoi ce trait vous pose-t-il problème ?

En fétichisant la date de 1492, les études décoloniales procèdent à une rupture fondamentale qui conduit à un manichéisme et une réification d'ordre ethnique. L'Occident, porteur d'une modernité intrinsèquement toxique, devient un ectoplasme destructeur. Cette satanisation produit, en miroir, une idéalisation des peuples indigènes, des cosmologies traditionnelles et des temps préhispaniques. Une telle lecture crée un « orientalisme à rebours », pour reprendre la formule de l'historien Michel Cahen [qui vient de publier *Colonialité. Plaidoyer pour la précision d'un concept*, Karthala, 232 pages, 24 euros], avec un mythe stérile et mensonger du paradis perdu.

Or, il s'agit à nos yeux de penser l'hybridation et le métissage possibles, en réfléchissant de façon dialectique. Car la modernité a aussi produit des pensées critiques et émancipatrices, comme le marxisme, tandis que les coutumes indigènes comportent également des oppressions, notamment patriarcales. Cette focalisation ethnique empêche de penser des rapports de domination pluriels : il existe une bourgeoisie indigène comme un prolétariat blanc. Cette essentialisation suscite, en outre, un danger d'ordre politique, le « campisme », faisant de toute puissance s'opposant à l'Occident une force par essence décoloniale. La guerre menée par la Russie en Ukraine montre à elle seule les limites d'une telle position.

En quoi le positionnement théorique décolonial vous semble-t-il gênant ?

La stratégie de rupture du mouvement conduit à plusieurs écueils problématiques, dont le principal tient au rapport avec sa tradition théorique. Il procède à des récupérations malhonnêtes, comme celle de Frantz Fanon [1925-1961]. Les décoloniaux plaquent leur grille de lecture sur ce dernier, gommant la portée universaliste de sa pensée, qui l'oppose

clairement à leur geste critique. Certains se sont rebellés contre cette appropriation, telle la sociologue bolivienne Silvia Rivera Cusicanqui, qui a accusé Walter Mignolo d'avoir détourné sa pensée.

Sur le plan conceptuel, nous critiquons le galimatias linguistique destiné à camoufler l'absence de nouveauté de certains concepts – comme la « colonialité », qui recoupe largement le « colonialisme interne » développé à la fin du XXe siècle – et, surtout, leur faiblesse. Au prétexte de fonder un cadre théorique non eurocentrique, les décoloniaux ont créé un jargon en multipliant les notions obscures, comme « pluriversalisme transmoderne » ou « différence transontologique », qui sont d'abord là pour simuler une rupture épistémique.

Votre critique s'en prend d'ailleurs à la méthode des études décoloniales...

Les études décoloniales ne reposent sur aucune méthode : il n'y a pas de travail de terrain, hormis chez Arturo Escobar, et très peu de travail d'archives. Elles se contentent de synthèses critiques de textes littéraires et théoriques, discutant en particulier des philosophes comme Marx et Descartes, en s'enfermant dans un commentaire déconnecté du réel. Il est d'ailleurs significatif qu'aucune grande figure du mouvement ne parle de langue indigène. Alors qu'il est fondé sur la promotion de l'altérité, ce courant ne juge pas nécessaire de connaître ceux qu'il défend.

En réalité, les décoloniaux exploitent surtout un misérabilisme en prétendant « penser depuis les frontières », selon le concept de Walter Mignolo. Ce credo justifie un rejet des bases méthodologiques, qui seraient l'apanage de la colonialité, tout en évacuant les critiques à son égard, puisqu'elles seraient formulées depuis l'eurocentrisme qu'ils pourfendent. Ce procédé conduit à un eurocentrisme tordu, puisque ces auteurs recréent, en l'inversant, le « privilège épistémique » dont ils ont fait l'objet de leur critique. Ils ont ainsi construit une bulle destinée à les protéger.

Sur quelle base appelez-vous à fonder une critique de gauche du colonialisme ?

En opposition aux penchants identitaires des décoloniaux, nous soutenons le retour à une approche matérialiste et dialectique. Il s'agit de faire dialoguer la pensée anticoloniale, comme celle de Frantz Fanon, avec l'analyse du capitalisme pour renouer avec une critique qui imbrique le social, l'économie et le politique, et pas seulement le prisme culturel fétichisé par les décoloniaux. Cette intersectionnalité permet de saisir comment les pouvoirs néocoloniaux et le capitalisme contemporain reproduisent des phénomènes de subalternisation des pays du Sud. Dans cette perspective, le racisme n'est pas un moteur en soi, mais s'insère dans un processus social et économique plus large. Et il s'agit d'un processus historique dynamique, qui s'oppose donc aux essentialismes identitaires par nature figés.

Note(s) :

Critique de la raison décoloniale. Sur une contre-révolution intellectuelle sous la direction de Pierre Gaussens et Gaya Makaran, L'Echappée, 256 pages, 19 euros